

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Marché Audit et potentiels EnR (solaire, multi Enr ,
géothermie et bois)**

Date et heure limites de réception des offres :
Mercredi 25 juin 2025 à 12:00

Grand Besançon Métropole
4 rue Gabriel Plançon
25043 BESANCON
Tél : 03 81 87 88 89

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Marché Audit et potentiels EnR (solaire, multi Enr , géothermie et bois)
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	6
	Délai de validité des offres	3 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	Tranches optionnelles	Lot 1 et 2
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes.....	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	8
6.1 - Transmission électronique	8
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures	9
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	9
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
8.2 - Procédures de recours.....	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Marché Audit et potentiels EnR (solaire, multi EnR, géothermie et bois)

Réalisation d'études d'opportunité, de faisabilité

Réalisation d'audits énergétiques

Lieu(x) d'exécution :

Communes de Grand Besançon Métropole

25000 Besançon

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique

Chaque lot sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Etudes solaires photovoltaïques
02	Etudes solaires thermiques
03	Etudes d'opportunité multi EnR à l'échelle d'un ou plusieurs bâtiments
04	Etudes de faisabilité Bois Energie
05	Etudes de faisabilité pompe à chaleur géothermiques sur aquifère superficiel ou sur champs de sonde
06	Audits énergétiques

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
79212000-3	Services d'audit			
71241000-9	Études de faisabilité, service de conseil, analyse	JA18-2		

Lot(s)	Code principal	Description
01	09330000-1	Énergie solaire
01	79311000-7	Services d'études
02	71241000-9	Études de faisabilité, service de conseil, analyse
02	09330000-1	Énergie solaire
03	71241000-9	Études de faisabilité, service de conseil, analyse
03	79311000-7	Services d'études
04	79314000-8	Étude de faisabilité
04	71313000-5	Services de conseil en ingénierie de l'environnement
05	42511110-5	Pompes à chaleur
05	79314000-8	Étude de faisabilité
06	79212000-3	Services d'audit
06	71314300-5	Services de conseil en rendement énergétique

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Lot(s)	Nomenclature	Libellé
Tous	07001	Etudes générales, audit et conseil (Hors juridique)

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Tranches optionnelles

Concernant le lot 1 et le lot 2 des tranches optionnelles sont prévues.

A chaque marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'affermir la tranche optionnelle ou pas selon le rendu de l'étude et la volonté de la commune concernée.

Le candidat retenu pour la tranche fixe sera automatiquement reconduit pour la phase optionnelle.

Lot(s)	Code	Libelle	Description
01 et 02		Tranche optionnelle	Le candidat retenu pour la tranche ferme sera tacitement retenu pour la tranche optionnelle si le pouvoir adjudicateur décide de 'activer'. Les précisions nécessaires au chiffrage de cette tranche optionnelle seront mentionnées lors du lancement de la consultation du marché subséquent

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cadre de réponse à remplir par le candidat et à joindre obligatoirement dans l'offre sous peine d'élimination de l'offre

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles		Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Niveau	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat		Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années		Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat		
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat		

Liste des qualifications/certifications obligatoires du candidat

LOT N°	Qualification/certification obligatoire du titulaire à fournir
Lot n° 2 Etudes Solaire thermique	RGE études (OPQIBI 20.10, 20.14) ou équivalent
Lot n°3 Etude d'opportunité multi-EnR&R À l'Échelle d'un ou de plusieurs bâtiments	<p>Le titulaire devra posséder a minima deux qualifications OPQIBI parmi;</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1007 -Etude des ressources géothermiques • 1905 - Audit énergétique des bâtiments (tertiaires et/ou habitations collectives) • 2010 - Etude d'installation utilisant l'énergie solaire thermique • 2012 - AMO réalisation des installations de production utilisant l'énergie biomasse, • 2013 – Ingénierie des installations de production utilisant l'énergie géothermique • 2014 – Ingénierie pour les installations solaire thermique • 1319 - Etude de réseaux de transport de chaleur et de froid
Lot n°4 Etude de faisabilité Bois énergie	RGE études (OPQIBI 20.08, 20.12) ou équivalent

Lot n°5 Etude de faisabilité Pompe(s) à chaleur géothermique(s) sur aquifère superficiel ou sur champ de sondes	RGE études (OPQIBI 20.13, 10.07) ou équivalent
Lot n °6 Audit énergétique	Justifier d'une certification à la réalisation d'audits énergétiques comme la qualification OPQIBI 1905 Audit énergétique des bâtiments (tertiaires et/ou habitations collectives) ou équivalent.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix (BP) et détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (cadre de réponse à remplir obligatoirement par le candidat sous peine d'élimination de l'offre)	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « **copie de sauvegarde** », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ; - lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis. La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : Grand Besançon Métropole , 4 rue plançon 25 000 Besançon

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponible: Word, EXCEL, PDF ...

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de consultation

Si plusieurs plis ont été transmis successivement par le candidat seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.

Il doit en conséquence contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation

Le nom de chaque fichier ne doit pas excéder 15 caractères, ne pas comporter de caractères accentués ou spéciaux.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Toutefois, il est fortement préconisé de procéder à la signature (électronique ou manuscrite) de votre offre, dès son dépôt afin de gagner du temps ensuite sur le déroulement de la fin de la procédure de passation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1- Valeur technique	60. %
1.1 Méthodologie proposée pour la réalisation d'une étude ou d'un audit	20. %
1.2 Moyens humains et techniques	20 %
1.3 Qualité d'un rapport	10 %
1.4 Références et exemples de réalisation	10 %
2- Prix des prestations	30%
3 –Performances environnementales	10 %

A Détermination de la note-Prix des prestations

Le critère « Prix » sera apprécié au regard du montant total indiqué dans le DQE de chaque lot.

Le nombre de points pour le critère prix de chaque entreprise sera calculé selon la formule suivante :
(Montant de l'offre moins disante / Montant de l'offre de l'entreprise) x 30

La pondération des critères des marchés subséquents sera définie lors du lancement de la consultation du marché subséquent.
Ainsi le critère valeur technique et le critère prix représenteront de 30 à 70 % de la note selon les marchés subséquents

B Détermination de la note valeur technique

Note attribuée sur un total de 60 points en se basant sur les informations transmises par le candidat dans le cadre de réponse.

Seront jugés :

- **Méthodologie proposée pour la réalisation d'un audit ou d'une étude** :/ 20 point
- **Moyens humains et techniques** / 20 points
- Qualité d'un rapport** / 10 points
- **Références et exemple de réalisation** / 10 points

C Détermination de la note –Performance environnementale :

Note attribuée sur un total de 10 points en se basant sur les informations transmises par le candidat dans le cadre de réponse

- Performances environnementales : Actions vertueuses** /10 points

NOTA : Le cadre de réponse est à remplir obligatoirement par le candidat **en respectant le formalisme ainsi que le nombre de page maximum imposé** sous peine d'élimination de l'offre.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande

publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 BESANCON CEDEX 3

Tél : 0381826000
Télécopie : 0381826001
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25044 BESANCON CEDEX 3

Tél : 0381826000
Télécopie : 0381826001
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends
1 rue du Préfet Claude Erignac
54038 NANCY Cedex

Tél : 0383342565
Télécopie : 03 83 34 22 24